

Rapport d'orientation budgétaire 2025

I. Contexte macroéconomique mondial

La croissance mondiale en 2025 devrait rester modérée, avec des perspectives incertaines en raison de divers facteurs économiques et géopolitiques.

Croissance mondiale et désinflation

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance mondiale devrait se stabiliser à un niveau relativement faible, avec des prévisions autour de **3% pour 2025**. La désinflation se poursuit, permettant un éventuel assouplissement des politiques monétaires, mais certaines pressions inflationnistes persistent, notamment à cause de la volatilité des marchés financiers et des tensions géopolitiques accrues

Les risques économiques et financiers

Plusieurs menaces pèsent sur la croissance :

- **Ralentissement en Europe** : La zone euro affiche une prévision de croissance modeste de **1,2% en 2025**, avec des difficultés économiques persistantes en Allemagne (0,8% de croissance). La faible dynamique d'investissement et la hausse des coûts salariaux pèsent sur la compétitivité
- **Chine** : La situation du secteur immobilier chinois continue d'inquiéter, avec des répercussions possibles sur l'économie mondiale par son impact sur le commerce international et les marchés financiers
- **Tensions géopolitiques** : Les conflits prolongés en Ukraine, au Moyen-Orient et les tensions entre la Chine et Taïwan augmentent l'incertitude économique et la fragmentation géoéconomique.
- **Taux d'intérêt élevés** : La politique monétaire stricte des grandes banques centrales (Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne) freine la demande et pèse sur les investissements privés.

Réactions des politiques économiques

Dans ce contexte, les gouvernements devront trouver un équilibre entre **assouplissement monétaire** et **rigueur budgétaire** pour maintenir la stabilité financière. Le FMI recommande d'accélérer les réformes structurelles pour améliorer la productivité et favoriser la croissance à long terme

En somme, l'économie mondiale aborde 2025 avec prudence, devant composer avec une croissance modérée, des défis structurels et des incertitudes géopolitiques persistantes.

II. Contexte économique européen

L'économie européenne devrait connaître une reprise progressive en 2025, après une croissance modérée en 2024. Cette évolution sera portée par plusieurs facteurs, notamment la baisse de l'inflation et l'assouplissement des conditions monétaires.

1. Croissance Économique

La Commission européenne prévoit une légère accélération de la croissance en 2025 grâce à la reprise de la consommation et à une amélioration des investissements. La hausse des salaires réels et la diminution des taux d'intérêt devraient favoriser la demande intérieure, bien que des incertitudes subsistent, notamment en raison des tensions géopolitiques et des perturbations du commerce mondial

2. Inflation et Politique Monétaire

L'inflation dans la zone euro a nettement ralenti depuis son pic de 2022. Elle devrait atteindre 2,1 % en 2025, soit un niveau proche de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE). Ce ralentissement permettra à la BCE d'assouplir sa politique monétaire en réduisant progressivement les taux d'intérêt, ce qui facilitera l'accès au crédit et encouragera l'investissement

3. Marché du Travail et Consommation

Le marché de l'emploi demeure solide, avec un taux de chômage historiquement bas (environ 5,9 % en 2025 dans l'UE). La hausse des revenus réels et l'amélioration de la confiance des ménages devraient soutenir la consommation privée, moteur essentiel de la croissance économique

4. Risques et Incertitudes

Plusieurs risques pourraient affecter la croissance en 2025, notamment :

- **Tensions géopolitiques** : la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et les incertitudes liées aux élections américaines de 2024 pourraient perturber l'économie mondiale.
- **Évolution des prix de l'énergie** : la suppression progressive des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la crise énergétique pourrait peser sur le pouvoir d'achat.
- **Perturbations du commerce mondial** : les tensions en mer Rouge et les restrictions commerciales pourraient affecter les échanges internationaux

En résumé, l'économie européenne devrait retrouver une dynamique plus favorable en 2025, soutenue par une inflation en baisse et une reprise progressive de la consommation et de l'investissement. Toutefois, des incertitudes subsistent et nécessitent une gestion prudente des finances publiques et des politiques économiques.

III. Contexte national

1- Situation économique en France

L'économie française fait face à plusieurs défis en 2025, dans un contexte de nécessaire redressement des finances publiques. La croissance du PIB est estimée à environ 1,4 %, soutenue par une légère reprise de la consommation des ménages et des investissements publics ciblés. Cependant, la dette publique reste élevée, avoisinant 110 % du PIB, ce qui impose des efforts de réduction du déficit, fixé à 5 % en 2025 avec un objectif de retour sous les 3 % d'ici 2029

L'inflation devrait ralentir à environ 1,8 % en 2025, après des années de forte tension sur les prix. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt pèse sur le coût de la dette publique, incitant l'État à rationaliser ses dépenses

2. Principales mesures de la loi de finances pour 2025

La loi de finances 2025 s'inscrit dans une stratégie d'économies et de consolidation budgétaire avec un effort total de 60 milliards d'euros. Ce plan repose sur trois axes majeurs :

a) Réduction des dépenses publiques

- Un effort budgétaire de 40 milliards d'euros est demandé à l'État, aux collectivités territoriales et aux administrations sociales.
- Suppression de 2 200 postes dans la fonction publique, dont 2 030 dans l'Éducation nationale, en raison de la baisse des effectifs scolaires
- Report de la revalorisation des pensions de retraite du 1er janvier au 1er juillet 2025

b) Augmentation des recettes publiques

- Mise en place d'une contribution exceptionnelle pour les entreprises réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires : leur taux d'impôt sur les sociétés passe temporairement à 30 % (et jusqu'à 36 % pour celles au-delà de 3 milliards d'euros), générant 8 milliards d'euros de recettes
- Création d'une contribution sur les hauts revenus, ciblant les contribuables ayant des revenus issus du capital, avec une augmentation temporaire de la "flat tax" à 37,2 %
- Hausse de la taxe sur les transactions financières de 0,3 % à 0,4 %, générant environ 500 millions d'euros de recettes
- Relèvement de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) à 50 €/MWh, après un gel temporaire

c) Soutien à la transition écologique et au logement

- Augmentation du malus écologique pour les véhicules thermiques, pouvant atteindre 70 000 € en 2025
- Extension du prêt à taux zéro à tout le territoire pour l'achat de logements neufs
- Augmentation des droits de mutation immobiliers (frais de notaire) jusqu'à 5 % selon les départements

La loi de finances pour 2025 reflète ainsi une politique budgétaire stricte visant à assainir les finances publiques tout en maintenant certains investissements stratégiques, notamment dans la défense et la santé

IV. Situation commune 2017– 2024

1- Contexte budgétaire et plan d'action

Depuis plusieurs années la commune est dans une situation financière très compliquée.

La cour des comptes a par ailleurs alerté les anciennes municipalités sur l'insincérité de leurs budgets et le conseiller finances aux communes a établi différentes analyses financières qui n'ont jamais été suivies par les anciens élus.

Ces rapports démontraient qu'il y avait un chapitre 012 (charges aux personnels) anormalement élevé pour une commune de notre strate.

Malgré cela les municipalités successives n'ont cessé de recruter et d'accentuer encore plus le poids de ces dépenses non compressibles (charges fixes).

De façon générale, la structure budgétaire est depuis de nombreuses années déséquilibrée avec plus de dépenses que de recettes mais les résultats de clôture étaient insincères.

Les factures n'étant pas dématérialisées à cette période et le logiciel Chorus pas obligatoire, de nombreuses factures n'ont pas été mandatées volontairement pour retravailler le résultat des budgets.

Il eut été utopique pour n'importe quel élu reprenant la commune en 2022 de pouvoir redresser la barre en quelques mois, avec une structure budgétaire en déséquilibre (déficit CA2021 avec de nombreuses factures impayées), sans aucun technicien au service financier et avec une inflation record qui est venue accentuer le déséquilibre budgétaire déjà existant.

Notre travail a consisté alors tout d'abord à faire un audit complet des services, créer une base administrative, créer des fiches de postes, créer un régime indemnitaire unique, créer des entretiens annuels pour restructurer les services et diminuer à terme le chapitre 012 en ne remplaçant plus les départs (mutation et retraites) et en arrêtant tous les contrats vacataires.

Ce travail RH acharné depuis 2 exercices comptables portera ses fruits en 2025 avec une économie **de près de 1 millions d'euros** au chapitre 012. Cette économie est pérenne et permettra dès l'année 2026 d'avoir une structure budgétaire saine avec moins de dépenses que de recettes.

Depuis plusieurs années le service financier était géré par un agent catégorie C et manquait de technicité. Nous étions dans l'impossibilité d'obtenir des prévisionnels

exacts et de retracer les factures non mandatées des précédents exercices.

Nous les avons découvertes par les relances des fournisseurs et les mandations au fur et à mesure.

Néanmoins la structure budgétaire étant en déséquilibre depuis plusieurs années, le mandatement de ces factures entraînait le non-mandatement des factures de l'exercice en cours et ainsi de suite.

De plus en 2024 le service financier ne comptait plus d'agent pendant 6 mois, et le mandatement étaient arrêté de fait.

L'embauche d'un agent catégorie B dans ce service en juillet 2024 a permis d'avoir enfin les compétences attendues et de reprendre le mandatement.

Le passage à la M57 (dématérialisation) depuis le 1 janvier 2024, l'embauche d'un technicien et un travail étroit avec la trésorerie principale a permis cette année de flécher, suivre toutes les factures et d'avoir un état **réel** des factures non mandatées.

C'est pourquoi pour la première fois depuis au moins 2017, le BP2025 sera sincère avec un chapitre 011 qui comportera **TOUTES** les factures en dépenses (2 008 000 millions accumulées et reportées d'un exercice à l'autre depuis 2017 dû à la structure budgétaire déficitaire + 2 363 930 millions d'euros de factures prévues en 2025).

La prise en compte pour la première fois de l'entièreté des factures va permettre enfin **UN RETOUR A L'EQUILIBRE.**

Un contrôle rigoureux des engagements et des dépenses sera fait grâce à l'expertise du technicien financier. Ce dernier a d'ores et déjà recensé de façon analytique et grâce à la collaboration de tous les directeurs, toutes les factures prévues dans chacun de leurs services sur l'année. Sauf urgence ou facture d'ordre sécuritaire, tous les engagements non prévus ne seront pas validés.

2- Rétrospective de la commune 2021-2024

a) Recette de fonctionnement 2021 – 2024

RECETTE FONCTIONNEMENT EN K€		2021	2022	2023	2024	% évol moyen
C/013	Remboursements personnels	99	178	76	118	6.03 %
C/70	Produits de services	676	688	658	748	3.43 %
C/73	Impôt et taxes	6 388	6 611	6 970	1 684	4.14 %

C/731	Fiscalité locale				5 531	
C/74	Dotation et participation	1 047	1 373	1 602	1 442	11.23 %
C/75	Autres Produit de gestion	77	241	247	228	43.60 %
Recette de gestion courante		8 287	9 091	9 553	9 751	5.6 %
C/76	Produits financiers	5	4		6	9.26 %
C/77	Produits Spécifique	115	170	2 157	999	105.57 %
Total Recettes fonctionnement		8 407	9 265	11 710	10 755	8.6 %

Les remboursements de personnel correspondent au remboursement des caisses de santé à la suite des arrêts maladies et aux remboursements pôle emploi des contrats de réinsertion (PEC).

Le chapitre des produits de services, concerne en majorité les services proposés par la commune (cantine, périscolaire, crèche...) on constate une hausse de 3.43% en moyenne qui provient notamment des activités culturelles et autres fêtes locales organisé par la mairie. Les tarifs ayant pas ou peu augmenté depuis quelques années.

Les chapitres 73 et 731 correspondent à la fiscalité de la commune, l'augmentation suit l'inflation pour les taxes fiscales, et les divers reversements fiscaux de la métropole.

Le chapitre 75 intègre les locations de salle et les loyers (+43.60% en moyenne entre 2021 et 2024). Traduit une meilleure gestion des équipements mise à disposition.

De manière global on peut constater une hausse des recettes de gestion de 5.6% en moyenne pour la période.

A noté cependant les cessions immobilières enregistrés via le chapitre 77, permettant d'augmenter la trésorerie, mais ne rentrant pas directement dans les recettes de fonctionnement.

b) Les dépenses de fonctionnement

DEPENSES FONCTIONNEMENT EN K€		2021	2022	2023	2024	% évol moyen
C/011	Charges à caractère général	1 410	1 386	1 978	2 464	20.45 %
C/012	Charges de personnel	6 576	6 301	6 507	6 655	0.40 %
C/014	Atténuation de produit	42	41	97	99	32.96 %
C/65	Autres charges	134	178	232	315	33.08 %
Dépenses de gestion courante		8 162	7 906	8 814	9 533	5.31 %
C/66	Charges financières	160	157	207	90	-17.45 %
C/67	Charges Exceptionnelles	3	1	131		
Dépenses Réelles de Fonctionnement		8 325	8 064	9 152	9 623	4.95 %
C/042	Opération entre sections	437	636	2 619	1 420	48.12 %

Total Dépenses de fonctionnement	8 762	8 700	11 771	11 043	8.02 %
---	--------------	--------------	---------------	---------------	---------------

Ce tableau ne peut être apprécié ni analysé car il ne comporte aucun élément sincère étant donné que le mandatement n'était pas réalisé en totalité.

On peut néanmoins tenter de faire quelques remarques.

Le chapitre 011 : est passé de 1 410 M€ en 2021 à 2 464 € en 2024, plusieurs raisons expliquent cette hausse :

- 22 marchés publics infructueux relancés par la nouvelle municipalité pour se remettre en conformité sur les dépenses sécuritaires et obligatoires.
- La hausse des coûts dues à l'inflation (+73% sur les fluides par exemple, 414 000 euros en 2021 contre 716 000 en 2024).
- Le mandatement des factures des exercices précédents reporté chaque année.

Le chapitre 012 : plus gros chapitre budgétaire de la mairie, du fait notamment des nombreux services ouverts et destinés à la population. On dénote néanmoins un nombre d'agent trop important par rapport aux autres communes de notre strate. Les précédentes municipalités ont abusé du recrutement.

Personnel mairie	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'agents mairie	212				
Nombre de vacataire					
Nombre de PEC					
Total Agents	212				
Montants IFSE	336 802	356 957	573 698	558 043	

La stratégie municipale a été de revoir les IFSE des agents conformément à la loi qui prévoit une modification de cette prime si l'agent effectue des missions supplémentaires.

Les missions supplémentaires absorbées par l'agent ont eu un double effet, premièrement de ne pas remplacer les départs (mutations et retraites) et deuxièmement de revaloriser les salaires des agents qui désiraient travailler plus dans un contexte économique et social dégradé avec un pouvoir d'achat au plus bas. Par exemple la référente RH a vu son IFSE augmenté de 600 euros par mois (+7200 euros l'année) et a absorbé les missions d'un agent parti à la retraite. Elle est désormais seule dans le service.

Cela a permis d'économiser 40 000 euros du salaire de l'agent non remplacé soit 32 500 euros in fine.

Chapitre 65 :

DEPENSES FONCTIONNEMENT EN K€		2021	2022	2023	2024	% évol 21/24
C/65	Autres charges	134	178	232	315	135 %
	Dont indemnité Elus	51	45	84	111	118 %
	Dont subvention CCAS	15	65	35	76	407 %
	Dont subvention	50	47	87	98	96 %
	Autre dépenses	18	21	26	30	67 %

En nette hausse depuis 2021 +135%. Le chapitre correspond notamment aux indemnités des Elus et diverses subventions.

L'indemnité des élus été de 51K€ en 2021 à 111 K€ en 2024 soit une évolution de 118%

De même les subventions aux associations et divers partenaires, ont également progressé en 2021 et 2024 de 96 %

La subvention CCAS varie d'une année à l'autre en fonction du besoin de financement du CCAS.

c) Résultat Fonctionnement 2021 à 2024

Résultat d'exercice

Résultat Exercice	2021	2022	2023	2024
Total Recettes fonctionnement	8 407	9 265	11 710	10 755
Total Dépenses de fonctionnement	8 762	8 700	11 771	11 043
Résultats de l'exercice	-355	565	-61	-288

Résultat de clôture :

Résultat de clôture	2021	2022	2023	2024
Total Recettes fonctionnement	8 407	9 265	11 710	10 755
Total Dépenses de fonctionnement	8 762	8 700	11 771	11 043
Résultats de l'exercice	-355	565	-61	-288
Résultat cumulé n-1	-63	-418	146	85
Résultat de clôture	-418	146	85	-203

Là encore aucune analyse poussée n'est possible car toutes les factures n'ont pas été mandatées et cela a altéré l'ensemble des résultats. Néanmoins ce qu'il en ressort de façon exacte c'est que nous avons récupéré une mairie avec un

déséquilibre budgétaire notoire avec plus de dépenses que de recettes et notamment avec une part de dépenses fixes très importante (+ de 80% de charges fixes) correspondant aux salaires des agents.

d) Section investissement

RECETTES INVESTISSEMENT EN K€		2021	2022	2023	2024
C/10	Dotation et fonds divers	382	195	123	185
C/13	Subvention investissement	326	365	446	423
C/16	Emprunt et dettes	300		0.3	
C/27	Autres immobilisations financières	9	9		13
Recettes Réelles		1 017	569	569	616
C/40	Opération d'ordre	437	636	2 619	1 420
C/41	Opérations patrimoniales		20		6
Total		1 454	1 225	3 188	2 047

Depuis 2022 Les recettes d'investissement augmentent grâce à un meilleur suivi des subventions et aux cessions de patrimoine de la commune.

DEPENSES INVESTISSEMENT EN K€		2021	2022	2023	2024
C/16	Emprunt et dettes	525	512	485	382
C/20	Immobilisations incorporelles	74	59	132	213
C/21	Immobilisations corporelles	849	574	1 245	2 468

Dépenses Réelles		1 447	1 146	1 863	3 062
C/41	Opérations patrimoniales		20		6
Total		1 447	1 166	1 863	3 068

Au vu de la hausse des recettes d'investissement la commune a pu augmenter ses dépenses d'investissement.

Cela a permis de réaliser des dépenses sécuritaires obligatoires comme :

- La mise en conformité de l'électricité et du système alarme incendie en maternelle et élémentaire Beausoleil ainsi que la refonte totale des sanitaires de ce même groupe scolaire
- Enlever l'amiante des sanitaires de l'école maternelle Prévert et les rénover après avoir préalablement refait le plancher qui menaçait de s'effondrer
- La démolition et la refonte des sanitaires de l'école élémentaire Brossolette en accessibilité PMR avec la mise en sécurité de la façade de la mairie située côté cour de récréation qui menaçait de s'effondrer également.

En parallèle de ces travaux il a été opportun en 2024 de végétaliser l'ensemble de ces cours de récréations et d'y installer des espaces de jeux.

e) Emprunt

Etat de la dette	2021	2022	2023	2024
Capital restant dû au 31/12	4 979	4 866	4 590	4 133

Le dernier prêt contracté remonte à l'ancienne municipalité en 2022 pour 300 000 €.

V. Projection 2025

1) Recette de Fonctionnement

RECETTE FONCTIONNEMENT EN K€		BP 2024	CA 2024	BP 2025	% évol BP24/BP25	% évol CA24/BP25
C/013	Remboursements personnels	180	118	120	-33%	2%
C/70	Produits de services	953	748	882	-8%	18%
C/73	Impôt et taxes	1 657	1 684	1 703	3%	1%
C/731	Fiscalité locale	5 557	5 531	5 701	3%	3%
C/74	Dotation et participation	1 634	1 442	1 525	-7%	6%
C/75	Autres Produits de gestion	267	228	1 372	415%	502%
Recette de gestion courante		10 248	9 750	11 304	10%	16%
C/76	Produits financiers		6	6		
C/77	Produits Spécifique	1	999			
C/042	Opération entre section	34		149		
	Résultat cumulé	86				
Total Recettes fonctionnement		10 369	10 755	11 459	11%	7%

Les recettes 2025 sont estimées à partir du réalisé 2024.

A ce titre l'augmentation réelle des recettes proviennent d'une part de la revalorisation des bases fiscales (1.7% selon INSEE) et du rattrapage du titrage des TLPE 2024 et 2025. Et d'autre part des produits des loyers, avec des locations et conventions supplémentaires (122K€) ainsi que le projet Padel (+1M€, Appel à Manifestation d'Intérêt déjà en cours).

A noter que la commune reste encore en attente de certaines notifications concernant les reversements et dotations à percevoir en 2025

Les produits spécifiques proviennent des écritures de cessions qui seront réalisé s'il y a des ventes.

Les recettes d'ordre proviennent d'une part, de l'étalement de la pénalité d'emprunt dû aux remboursement anticipé. D'autre part des subventions transférables.

2) Dépense de Fonctionnement

DEPENSES FONCTIONNEMENT EN K€		BP 2024	CA 2024	BP 2025	% évol BP24/BP25	% évol CA24/BP25
C/011	Charges à caractère général	2 467	2 464	4 372	77 %	77 %
C/012	Charges de personnel	6 658	6 655	5 706	-14%	-14%
C/014	Atténuation de produit	99	99	102	3%	3%
C/65	Autres charges	317	315	239	-25%	-24%
Dépenses de gestion courante		9 541	9 533	10 419	9%	9%
C/66	Charges financières	138	90	190	38%	111%
C/68	Provision	2		2		
Dépenses Réelles de Fonctionnement		9 681	9 623	10 611	10%	10%

C/042	Opération entre sections	680	1 420	644	5%	-55%
C/023	Virement à la section d'investissement	8		1	-88%	
	Déficit cumulé			203		
Total Dépenses de fonctionnement		10 369	11 043	11 459	11%	4%

Chapitre 011 : En nette hausse car intégrant à la fois les dépenses liées à l'exercice 2025, (2 535K€) ainsi que les dépenses non mandatés 2024 (2 008 K€). Cela implique une hausse du budget de 84% par rapport à 2024 et permettra un retour à l'équilibre.

Ainsi le budget du 011 est réparti comme ceci :

chap 011 ventilation par service	BP 2024	Réalisé 2024	Dépenses 2024 non mandatées	BP 2025	TOTAL BP 2025
ST	1 326 100	1 167 055	1 651 854	1 364 300	3 016 154
BATIMENT COMMUNAUX	746 000	620 519		877 500	
ESPACES VERTS	205 100	225 030		174 500	
GARAGE MUNICIPAL	76 100	60 044		87 000	
SERVICES TECHNIQUES	88 600	61 770	1 651 854	104 800	
VOIRIE RESEAUX	210 300	199 692		120 500	
CRECHE	39 900	44 478	8 296	40 450	48 746
CRECHE	39 900	44 478	8 296	40 450	
SCOLAIRE	85 400	68 342	29 964	72 900	102 864
JEUNESSE	17 900	16 651	2 689	10 500	
ECOLE	67 500	51 692	27 275	62 400	
CUISINE	238 500	274 819	11 874	255 000	266 874
CUISINE CENTRALE	238 500	274 819	11 874	255 000	
CULTURES	184 700	181 546	18 029	135 000	153 029
MAISON DES ARTS	68 700	71 941	11 188	70 900	
SPECTACLE	56 000	59 784		26 400	
SERVICES DES FETES	31 000	27 563	500	5 900	
CINEMA	6 100	3 023		6 100	
MEDIATHEQUE	22 900	19 234	6 342	25 700	
ADMINISTRATION GENERAL	391 700	540 255	242 049	422 300	664 349

ADMINISTRATION GENERAL	332 200	504 617	230 343	398 300	
CABINET DU MAIRE	51 900	30 806	11 706	24 000	
RELATION PUBLIQUE					
ACCUEIL	7 600	4 832			
POLICE MUNICIPAL	25 300	16 784	11 154	34 700	45 854
POLICE MUNICIPAL	25 300	16 784	11 154	34 700	
SERVICE SPORT	29 000	55 538	4 227	13 000	17 227
SERVICE SPORT	29 000	55 538	4 227	13 000	
CENTRE DE LOISIRS	18 200	12 574	3 161	10 000	13 161
CENTRE DE LOISIRS	18 200	12 574	3 161	10 000	
SERVICE A LA POPULATION	53 400	35 420			
SERVICE A LA POPULATION	53 400	35 420			
FESTIVITES	64 500	64 148	27 673	6 000	33 673
FESTIVITES	64 500	64 148	27 673	6 000	
LOCATION DES SALLES	10 800	2 644		10 000	10 000
SALLE DES FETES	10 800	2 644		10 000	
Total général	2 467 500	2 463 604	2 008 281	2 363 650	4 371 931

Chapitre 012 : En baisse de 13% par rapport à 2024, grâce à la fin du paiement de l'échéancier de l'Urssaf en 2024 (200K€). De plus plusieurs postes ne seront pas remplacés à la suite de mutations.

Chapitre 65 : Il est décidé de diminuer à 30% les subventions aux associations soit une économie de 54K€

Chapitre 66 : A cause d'une délibération erronée, la commune n'a pu régulariser un emprunt renégocier en 2024. Les crédits sont donc intégrés au BP 2025 pour régularisées les écritures.

Il convient également de rajouter aux dépenses 2025 le déficit cumulé

En l'état le budget 2025 est équilibré :

Résultat Exercice	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Total Recettes fonctionnement	10 369	10 755	11 459
Total Dépenses de fonctionnement	10 369	11 043	11 459
Résultats de l'exercice	0	-289	0
Résultat cumulé	86	-203	-203

3) Section d'investissement

Recettes 2025 :

RECETTES INVESTISSEMENT EN K€		BP 2024	CA2024	RAR 2024	BP 2025
C/10	Dotation et fonds divers	185	185		400
C/13	Subvention investissement	1 026	423		590
C/16	Emprunt et dettes	2 196			2 196
C/024	Produit de cession	1 391			1 500
C/27	Autres immobilisations financières		13		
Recettes Réelles		4 798	616		4 686
C/40	Opération d'ordre	680	1 420		644
	Virement de la section de fonctionnement	8			1
C/41	Opération patrimoniales	6	6		
	Résultat cumulé	1 319			298
Total		6 811	2 047		5 629

Chapitre 10 : Les dépenses d'investissement 2024 permettent un FCTVA à hauteur de 400 K€

Chapitre 13 : Estimation sur la base des subventions accordés par les différents partenaires. Sous réserve d'effectuer les travaux.

Chapitre 16 : écriture de régularisation des emprunts, les dépenses liées à cette écriture est également comptabilisé en dépenses d'investissement

Chapitre 024 : il s'agit d'une estimation de l'avis des domaines du patrimoine que la commune souhaite céder

Chapitre 40 : concerne les écritures d'ordres correspondant aux dépenses de fonctionnement

DEPENSES INVESTISSEMENT EN K€		BP 2024	CA 2024	RAR 2024	NC 2025	BP 2025
C/16	Emprunt et dettes	2 788	382		2 761	2 761

C/20	Immobilisations incorporelles	260	213	46	120	166
C/21	Immobilisation corporelles	3 566	2 468	768	1 074	1 842
Dépenses Réelles		6 614	3 062	814	3 955	4 769
C/041	Opération patrimoniales	6	6			
C/040	Transfert entre section	34			75	75
Total		6 654	3 068	814	4 058	4 844

Les dépenses d'investissement sont réduites au minimum. En continuité des projets commencé en 2024 :

- Vidéoprotection
- Végétalisation des cours d'école
- Restauration Serveur mairie
- Divers travaux

4) Etat dette 2025

Emprunt	Intérêt	Remboursement capital	Capital restant dû au 31/12/2025
A2914110	6 259	43 390	187 128
12A3401001 - MIN170461	9 766	52 208	215 728
MON54684 (ancien MPH260851)	44 016	103 933	1 039 328
A29180ZN	9 899	20 000	255 000
A29190FW	25 268	47 500	653 125
A29200MI	1 548	29 856	153 371
MON269537	370	21 980	0
A29210GW	2 831	13 938	245 154
A29151RP	546	38 069	0
MPH260873	44 076	88 577	924 769
Total	144 580	459 451	3 673 602

A noter qu'il convient de rajouter les écritures de régularisation d'emprunt MON54684 pour 45K€ en intérêt et 105K€ en remboursement du capital